



### COMMENTAIRES DÉTAILLÉS DU CCEBJ POUR LE MERN

<b>DOCUMENT :</b> <u>La mise en place et le fonctionnement d'un comité de suivi – Guide de bonnes pratiques à l'intention des initiateurs de projet et des acteurs locaux et obligations légales relatives aux comités de suivi – Version préliminaire – Mai 2018</u>	
<b>L'EMPLACEMENT DANS LE TEXTE</b>	<b>COMMENTAIRES</b>
Section 'Avant-propos' Page 3, paragraphe 2, après « ... <i>découlant de l'application des procédures d'évaluation environnementale.</i> »	<u>AJOUT TEXTUEL SUGGÉRÉ A LA FIN DE CETTE PHRASE:</u> « ...incluant les procédures établies selon la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). »
Section 'Communautés autochtones concernées' Page 4	<u>AJOUT SUGGÉRÉ :</u> Il pourrait être mentionné que les promoteurs doivent se diriger vers les administrations locales qui pourront les guider vers les bons interlocuteurs pour déterminer les communautés concernées et les représentants potentiels.
Page 7, après le dernier paragraphe	<u>AJOUT SUGGÉRÉ :</u> Pour assurer la clarté, et selon la lettre du CCEBJ en date du 20 mars 2017, il devrait être spécifié que les bonnes pratiques de consultation et de dialogue recommandées pour le promoteur de projets sont aussi pertinentes auprès des communautés autochtones et nordiques dans le territoire d'application de la CBJNQ.
Section 'Quels sont les éléments à considérer avant de mettre en place un comité?' Page 8, paragraphe 4, avant la phrase « Bien avant de mettre en place un comité de suivi... »	<u>RÉVISION TEXTUELLE SUGGÉRÉE POUR LE DÉBUT DE CETTE PHRASE :</u> « Bien avant d'une évaluation environnementale et la mise en place d'un comité de suivi, il est reconnu comme étant une pratique exemplaire que... »

**DOCUMENT :** *La mise en place et le fonctionnement d'un comité de suivi – Guide de bonnes pratiques à l'intention des initiateurs de projet et des acteurs locaux et obligations légales relatives aux comités de suivi – Version préliminaire – Mai 2018*

L'EMPLACEMENT DANS LE TEXTE	COMMENTAIRES
<p>Section 'Quels sont les éléments à considérer avant de mettre en place un comité?'</p> <p>Page 8, paragraphe 8, après la phrase « L'information acquise lors d'échanges... »</p>	<p><u>AJOUT TEXTUEL SUGGÉRÉ :</u></p> <p>« L'information acquise lors d'échanges avec les acteurs de la communauté sera également utile si le projet est éventuellement assujéti à une évaluation environnementale. Voir, par exemple, le document intitulé "<u>Consultations effectuées par le promoteur: les attentes du COMEX</u>," publié par le Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX). Notez que le COMEX est le comité qui examine les projets assujéti à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social selon le chapitre 22 de la CBJNQ. »</p>
<p>Section 'Quand mettre en place le comité de suivi?'</p> <p>Page 10, premier paragraphe de la section, deuxième phrase, après «... tôt dans le processus de réalisation... »</p>	<p><u>CLARIFICATION NÉCESSAIRE DANS CETTE PHRASE</u></p> <p>Il n'est pas tout à fait clair de quelle étape il s'agit. Nous recommandons d'ajouter une précision, comme par exemple « avant le début de l'évaluation... »</p>
<p>'Section 'Le mandat'</p> <p>Page 16, paragraphe 1, deuxième phrase qui commence avec « Définis par les membres eux-mêmes, en concertation avec l'initiateur... »</p>	<p><u>AJOUT TEXTUEL SUGGÉRÉ :</u></p> <p>« Définis selon des autorisations ministérielle ou gouvernementale, découlant de l'application d'une procédure d'évaluation environnementale, établis selon les dispositions d'une entente sur les répercussions et les avantages entre un promoteur et une communauté autochtone, ou définis par les membres eux-mêmes, en concertation avec le promoteur, ceux-ci... »</p>
<p>Section 'La tenue des réunions'</p> <p>Page 27, dernier paragraphe</p>	<p><u>CLARIFICATION NÉCESSAIRE DANS CE PARAGRAPHE :</u></p> <p>Ce n'est pas seulement le lieu, mais également la saison. La période doit respecter les activités traditionnelles qui ont lieu dans les communautés.</p>
<p>Section 'Le titulaire d'un droit minier'</p> <p>Page 40, après paragraphe 4</p>	<p><u>AJOUT TEXTUEL SUGGÉRÉ :</u></p> <p>« De plus, pour les projets visés par une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social, les autorisations peuvent également exiger la constitution de comités de suivi, différents de celui exigé par la Loi sur les mines. »</p>

**DOCUMENT :** La mise en place et le fonctionnement d'un comité de suivi – Guide de bonnes pratiques à l'intention des initiateurs de projet et des acteurs locaux et obligations légales relatives aux comités de suivi – Version préliminaire – Mai 2018

L'EMPLACEMENT DANS LE TEXTE	COMMENTAIRES
<p>Section 'Le titulaire d'un droit minier'</p> <p>Page 41, après la deuxième puce (quatrième puce de la liste)</p>	<p><u>REPLACEMENT TEXTUEL SUGGÉRÉ POUR LA DEUXIÈME PUCE:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>« un représentant d'une communauté autochtone consultée par le gouvernement à l'égard d'un projet, et, le cas échéant, pour les projets situés sur le territoire visé par la CBJNQ, un représentant d'une communauté autochtone concernée. »</li> </ul>
<p>Section 'Le titulaire d'un droit minier'</p> <p>Page 41, paragraphe 2, troisième phrase commençant par « Il appartient à l'exploitant minier... »</p>	<p><u>AJOUT TEXTUEL SUGGÉRÉ AU DÉBUT DE LA PHRASE:</u></p> <p>« S'il n'est pas prescrit dans une autorisation ministérielle ou gouvernementale, il appartient à l'exploitant minier... »</p>
<p>Section 'Le détenteur d'une licence d'exploration d'hydrocarbures, de production ou de stockage d'hydrocarbures'</p> <p>Page 45, paragraphe 1</p>	<p><u>CLARIFICATION NÉCESSAIRE DANS CE PARAGRAPHE:</u></p> <p>Pour les projets assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social, les autorisations peuvent également exiger la constitution de comités de suivi, différents de celui exigé par la Loi sur les hydrocarbures. L'obligation de la Loi sur les hydrocarbures ne peut se substituer aux obligations prévues par ces autorisations.</p>
<p>Section 'La composition du comité'</p> <p>Page 46, paragraphe 1</p>	<p>Même commentaire que ci-dessus.</p>
<p>Section 'Articles de la Loi sur les hydrocarbures (chapitre H-4.2)'</p> <p>Page 46, paragraphe 6</p>	<p>Même commentaire que ci-dessus.</p>



**DETAILED COMMENTS FROM THE JABCE TO THE MERN**

<b>DOCUMENT :</b> <u>Establishment and Operation of a Monitoring Committee – Good practices guide for project promoters and local actors, and legal obligations of monitoring committees – Preliminary version – May 2018</u>	
<b>LOCATION IN THE DOCUMENT</b>	<b>COMMENTS</b>
'Forward' Section Page 3, paragraph 2, after "...arising from the application of environmental assessment procedures"	<u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION AT THE END OF THIS SENTENCE:</u> "...including the procedures established in the James Bay Northern Québec Agreement (JBNQA)." 
'Participation of aboriginal communities – Aboriginal communities concern' Section Page 4	<u>SUGGESTED INCLUSION:</u> It should be mentioned in this section that promoters should communicate with the local administrations which may be well-placed to direct them to the right local actors who may, in turn, assist the promoters determine the concerned communities and potential representatives.
Page 7, after the last paragraph	<u>SUGGESTED INCLUSION:</u> In order to ensure greater clarity, and per the JBACE's letter dated March 20 <sup>th</sup> 2017, it should be stated here that the best practices concerning consultation and dialogue that are recommended for promoters are equally relevant in Aboriginal and northern communities in the territory of application of the JBNQA.
'What are the elements to be considered before establishing a committee?' Section Page 8, paragraph 4, before the sentence "Well before establishing a monitoring committee..."	<u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION AT THE START OF THIS SENTENCE:</u> "It is best practice that well before an environmental assessment and establishing a monitoring committee..."

**DOCUMENT :** *Establishment and Operation of a Monitoring Committee – Good practices guide for project promoters and local actors, and legal obligations of monitoring committees – Preliminary version – May 2018*

LOCATION IN THE DOCUMENT	COMMENTS
<p>'What are the elements to be considered before establishing a committee?' Section</p> <p>Page 8, paragraph 8, after the sentence "Information acquired during discussions..."</p>	<p><u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION :</u></p> <p>"Information acquired during discussions with community actors may also be useful if the project is eventually the object of an environmental assessment. See, for example, the document entitled '<i>Consultations conducted by the proponent: Expectations of the Review Committee</i>' that was published by the Environmental and Social Impact Review Committee (COMEX). Note that COMEX is the body which reviews projects subject to the environmental and social impact assessment and review procedure established per Section 22 of the JBNQA."</p>
<p>'When must the monitoring committee be established' Section</p> <p>Page 10, first paragraph of the section, second sentence, after "...honest and constructive dialogue early in the project development process"</p>	<p><u>CLARIFICATION REQUIRED IN THIS PARAGRAPH:</u></p> <p>It is not clear at what stage this is at. We recommend adding something like "prior to the commencement of the EISA process" to clarify.</p>
<p>'The Mandate' Section</p> <p>Page 16, paragraph 1, second sentence starting with "Defined by the members in collaboration with the promotor ..."</p>	<p><u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION AT THE START OF THE SENTENCE:</u></p> <p>"Whether they are defined in a ministerial or government authorization, arose from the application of an environmental assessment procedure, were outlined in an impact benefit agreement between the promoter and an Aboriginal community, or were defined by the members in collaboration with the promoter, they may..."</p>
<p>'The holding of meetings' Section</p> <p>Page 26, last paragraph</p>	<p><u>CLARIFICATION REQUIRED IN THIS PARAGRAPH:</u></p> <p>It's not just location but season of meetings as well. It needs to respect traditional activities carried out by communities.</p>
<p>'Holder of a mining right' Section</p> <p>Page 39, after paragraph 4</p>	<p><u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION AT THE END OF THIS PARAGRAPH:</u></p> <p>"Moreover, for projects proceeding through an environmental and social impact assessment and review procedure, the authorizations may require the establishment of monitoring committees that differ from those required per the <i>Mining Act</i>."</p>

**DOCUMENT :** *Establishment and Operation of a Monitoring Committee – Good practices guide for project promoters and local actors, and legal obligations of monitoring committees – Preliminary version – May 2018*

LOCATION IN THE DOCUMENT	COMMENTS
'Composition of the committee' Section Page 40, second bullet (fourth bullet of this list)	<u>SUGGESTED REPLACEMENT FOR THE BULLET POINT:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• "one representative of an Aboriginal community consulted by the Government with respect to the project and, if applicable, for projects in the territory subject to the JBNQA, one representative from a concerned Aboriginal community."</li> </ul>
'Composition of the committee' Section Page 40, paragraph 2, third sentence starting with "It is up to the mine operator..."	<u>SUGGESTED TEXTUAL INCLUSION AT THE START OF THIS PHRASE:</u> Unless otherwise specified in a ministerial or government authorization, it is up to the mine operator...
'Holder of a petroleum exploration, production or storage licence' Section Page 45, paragraph 1	<u>CLARIFICATION REQUIRED IN THIS PARAGRAPH:</u> For projects subject to the environmental and social impact assessment and review procedure, the authorizations may also require the establishment of a monitoring committee that differ from those required per the <i>Petroleum Resources Act</i> . The obligations set out in the <i>Petroleum Resources Act</i> cannot substitute those obligations set out in the authorizations.
'Composition of the committee' Section Page 46, paragraph 1	Same as above.
'Sections of the Petroleum Resources Act (Chapter H-4.2' Section Page 46, paragraph 6	Same as above.



organismes responsables des régimes de protection de l'environnement et du milieu social issus de la CBJNQ.

Par exemple, le Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX) a publié un document concernant les [attentes envers les promoteurs](#) en cette matière. De son côté, le CCEBJ prépare également, en collaboration avec les comités d'évaluation et d'examen du chapitre 22, un guide de bonnes pratiques concernant la participation publique dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. Il nous fera plaisir de partager ce guide lors de sa publication.

Nous suggérons également que le texte soit révisé pour refléter plus clairement la réalité nordique qui stipule que d'autres exigences relativement aux comités de suivis peuvent s'ajouter à l'issue des processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22. Ces derniers peuvent être différents de ceux instaurés par la Loi sur les mines ou la Loi sur les hydrocarbures.

Au-delà de cela, nous recommandons que le texte soit révisé pour inclure une plus grande incitation pour les promoteurs à communiquer avec les administrations locales et régionales (par exemple, le Gouvernement de la Nation Crie) qui sont bien placées pour les aider à déterminer qui devrait être consulté (i.e. les communautés concernées) et qui inclure dans les comités de suivi (i.e. les représentants potentiels).

Vous trouverez dans un document séparé plusieurs commentaires additionnels. Nous croyons que ce document contient de nombreuses suggestions de révisions de texte qui peuvent permettre de répondre aux recommandations présentées dans cette lettre.

Le CCEBJ est à votre disposition pour poursuivre la discussion si vous le désirez.

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées,



Jean-Yves Savaria  
Président

- cc. Dr. Abel Bosum, Grand Chef, Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et Président, Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James  
Michael Barrett, Président, Comité consultative de l'environnement Kativik  
Reggie Mark, Président, Conseil cri sur l'exploration minière  
Roch Gaudreau, Directeur – Développement et contrôle de l'activité minière, MERN





[BY EMAIL AND MAIL]

June 29<sup>th</sup> 2018

**Luce Asselin**

Associate Deputy Minister of Energy and Mines  
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

**Bureau de coordination des projets majeurs et d'analyse des impacts économiques**

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest  
Bureau C-422  
Québec (Québec) G1H 6R1

**Subject: Comments concerning the guide on monitoring committees for promoters**

Associate Deputy Minister Asselin,  
Whom it may concern,

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) acts as the preferential and official forum for responsible governments concerning measures relating to the environmental and social protection regime under Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). In this capacity, the JBACE is submitting to you its comments concerning the [Establishment and operation of a monitoring committee: Good practices guide for project promoters and local actors, and legal obligations of monitoring committees – preliminary version – May 2018](#), published by your department on June 4<sup>th</sup> 2018.

As was mentioned in our letter dated March 20<sup>th</sup> 2017 regarding the first version of this guide, the JBACE welcomes the publication of guides to inform project proponents of their regulatory obligations as well as best practices for public engagement and consultation. And, as was the case last year, per our understanding, the present guide will apply to Québec as a whole, including the territory covered by the JBNQA.

We must thus reiterate that, in our opinion, best practices for public engagement and consultation continue to be relevant even though all mining projects are subject to the environmental and social impact assessment and review procedures under the JBNQA, notably the procedure under Section 22 applicable to the Eeyou Istchee James Bay Territory. In this spirit, we recommend that clarifications and revisions be made in the document.

The said guide should clearly stipulate that the public consultation and engagement best practices apply, including the establishment of monitoring committees, in the territory covered by the JBNQA. In this respect, it should be clearly stated that these best practices are recommended for proponents of projects in northern communities and that additional tools have been developed by the bodies responsible for the environmental and social protection regimes under the JBNQA.

---

For example, the Environmental and Social Impact Review Committee (COMEX) has published a document concerning [expectations of proponents](#) in this area. For its part, the JBACE is also preparing, in cooperation with the evaluating and review committees under Section 22, a guide to best practices for public participation in the Eeyou Istchee James Bay Territory. We would be pleased to share this guide as soon as it is published.

We also suggest that the text should be revised to more clearly reflect the northern reality that requirements concerning monitoring committees may be added at the end of assessment and review procedures under Section 22. These may differ from those set out in the *Mining Act*, or in the *Petroleum Resources Act*.

Beyond this, we recommend that the text be revised to include further encouragement to promoters to communicate with local and regional administrations (e.g., Cree Nation Government) that may be well-placed to help them determine with whom they should engage (i.e. concerned communities) and whom to include in their monitoring committees (i.e. potential representatives).

Having said this, please find attached herewith a separate document that outlines several additional comments. We believe that the attached document provides several suggested textual revisions that may serve as possible means of meeting the above-mentioned recommendations.

The JBACE remains available at your convenience should you request to exchange in greater detail.

Please accept my most cordial regards,

*[Original signed]*

Jean-Yves Savaria  
Chairperson

- cc. Dr. Abel Bosum, Grand Chief, Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and  
Chair, Eeyou Istchee James Bay Regional Government  
Michael Barrett, President, Kativik Environmental Advisory Committee  
Reggie Mark, President, Cree Mineral Exploration Board  
Roch Gaudreau, Director - Development and Control of Mining Activity, MERN



## Benjamin Patenaude

---

**From:** Benjamin Patenaude  
**Sent:** June-29-18 12:25 PM  
**To:** 'consultation.gcs@mern.gouv.qc.ca'  
**Cc:** alexandre-guy.cote@canada.ca  
**Subject:** Commentaires du CCEK sur le guide concernant La mise en place et le fonctionnement d'un comité de suivi du MERN / The KEAC's comments on the MERN's guide concerning the Establishment and Operation of a Monitoring Committee

**Importance:** High

*(An English message will follow)*

Bonjour,

À la suite d'un examen du guide intitulé *La mise en place et le fonctionnement d'un comité de suivi* récemment produit par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) tient à formuler les commentaires suivants :

- Le CCEK comprend que les pratiques énoncées dans le guide sont complémentaires à celles contenues dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et ne libèrent pas les gouvernements et les promoteurs des obligations et des engagements prévus dans la CBJNQ ou la législation telle que la Loi sur les mines.
- Le CCEK se demande comment et quand les promoteurs de projets seront informés de l'existence de ce guide et de leurs obligations concernant les consultations des communautés en vertu des lois et accords applicables au Nunavik.
- Le CCEK souhaite mieux comprendre le rôle du chargé de projet du MERN au Nunavik (inspections, visites des communautés, sensibilisation des promoteurs).

Enfin, il importe de noter que des communications promptes et la transparence sont essentielles à toutes les étapes du développement de projets au Nunavik et que les impacts culturels et sociaux doivent être traités au même titre que les impacts environnementaux. Bien que le guide n'aborde pas ce sujet en particulier, le CCEK croit qu'il est important de le souligner.

Cordialement,

---

Hello,

Following a review of the Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles' (MERN) recently developed guide entitled "Establishment and Operation of a Monitoring Committee", the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) has the following comments;

- the KEAC understands that the practices set out in this guide are complementary to those specified in the James Bay and Northern Québec Agreement and do not relieve the obligations or commitments of governments and proponents set out in that agreement or regulations such as the Mining Act;

-the KEAC questions how and when project proponents are informed of this guide and of their obligations regarding community consultation under the regulations and agreements applicable to Nunavik;

-the KEAC wishes to understand more the role of the MERN "Project Manager" within the Nunavik region (eg. inspections, community visits, proponent awareness).

Finally, the KEAC finds it important to note that early communication and transparency is imperative during all stages of development projects in Nunavik and that cultural and social impacts need to be addressed on an equal level with environmental effects. Although the guide does not address this specifically, the KEAC feels it is important to highlight this observation.

Respectfully,

**Benjamin Patenaude**

Secrétaire exécutif | Executive Secretary

Comité consultatif de l'environnement Kativik

Kativik Environmental Advisory Committee

C.P. | P.O. Box 930

Kuujuaq, QC

J0M 1C0

Tel : (819) 964-2961 # 2287

1-877-964-2961 # 2287

Télécopieur | Facsimile :

(819) 964-0694

[www.keac-ccek.ca](http://www.keac-ccek.ca)



ᑲᑎᑯᑦ ᑲᑦᑎᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑲᑲᑦᑲᑦ ᑲᑎᑲᑦ  
 Comité consultatif de l'environnement Kativik  
 Kativik Environmental Advisory Committee

June 22, 2018

Patrick Beauchesne  
 Provincial Administrator of Section 23 of the  
 James Bay and Northern Québec Agreement  
 Édifice Marie-Guyart, 30th Floor, Box 86  
 675 René-Lévesque Blvd. East  
 Quebec City QC  
 G1R 5V7

Ron Hallman  
 Federal Administrator of Section 23 of the  
 James Bay and Northern Québec Agreement  
 Place Bell, 22nd Floor  
 160 Elgin St.  
 Ottawa ON  
 K1A 0H3

**SUBJECT: Urgent – KEAC operating budget for 2018–2019**

Dear Sirs:

We are contacting you in your capacity as provincial and federal administrators of Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* concerning the operating budget of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) for the 2018–2019 fiscal year.

The KEAC is still awaiting payment of its annual funding, for which a comprehensive request was transmitted to you both on January 15, 2018. Pursuant to our funding agreement with the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (sustainable development, the environment and the fight against climate change, MDDELCC), this subsidy must be paid prior to April 15.

Delays with the payment of its annual funding are a recurring problem that the KEAC has pointed out on several occasions. This year is no exception as the payment has not yet been received. It is important to note that KEAC funding has been depleted. The situation is critical and may force the KEAC to suspend its activities and close the office of its secretariat pending receipt of funding for the current year. The KEAC will also be obliged to draw on a line of credit. In light of these circumstances and unless the KEAC receives its funding within the coming days, we are requesting an emergency advance on this year's funding in the amount of \$100,000.

KEAC Secretariat  
 P.O. Box 930, Kuujuaq QC J0M 1C0  
 Tel.: 819-964-2961, ext. 2287  
 Fax: 819-964-0694  
 Email: bpatenaude@krg.ca

We remain available to meet with you or one of your representatives to discuss this situation and, if required, provide justifications for the requested advance.

Thank you for your attention to this matter

Sincerely,



Alexandre-Guy Côté  
Chairperson

c.c.

Heather Smith, Vice-President of Operations, Canadian Environmental Assessment Agency

Anne-Marie Gaudet, Acting Director, Québec Regional Office, Canadian Environmental Assessment Agency

Allan MacDonald, Director General Implementation Branch, Treaties and Aboriginal Government, Indigenous and Northern Affairs Canada

Yves Rochon, Director General, Environmental and Strategic Assessment Branch, MDDELCC

Lucien-Pierre Bouchard, Director, Aboriginal Relations Branch, Secrétariat aux affaires autochtones



Ottawa, Canada K1A 0H3

**JUN 12 2018**

Mr. Alexandre-Guy Côté  
Chairperson  
KEAC Secretariat  
P.O. Box 930  
Kuujuuaq QC J0M 1C0

Comité consultatif  
de l'environnement Kativik  
Comité consultatif  
de l'environnement Kativik  
reçu le

27/06/2018

Dear Mr. Côté:

Thank you for your correspondence of April 23, 2018 in which the Kativik Environmental Advisory Committee provided their views and recommendations on Bill C-69.

After more than 14 months of extensive engagement with provincial and territorial leaders, Indigenous leaders, businesses, environmental groups and the public, the Government of Canada has introduced Bill C-69 which proposes the new *Impact Assessment Act*, the *Canadian Energy Regulator Act*, and the *Canadian Navigable Waters Act*.

The proposed *Impact Assessment Act* lays out an approach to impact assessment that recognizes that the environment and the economy must work together to build a sustainable future. Our new approach will consider how proposed projects could affect not just our environment, but also economic, social and health impacts, as well as impacts on Indigenous peoples, over the long-term.

Under the proposed approach, impact assessments will be more predictable and timely, with greater clarity from the start through better planning and engagement, and increased opportunity for Indigenous engagement and partnership throughout the process. With the principle of 'one project, one review' we will cooperate and coordinate with other jurisdictions to provide regulatory certainty to companies and avoid duplication in assessments of proposed projects.

.../2

The Government is committed to honouring and renewing the relationship with Indigenous peoples based on recognition of rights, mutual respect, cooperation and partnership, we will work in partnership with Indigenous peoples to ensure their involvement in studying project impacts from the start.

By recognizing Indigenous rights and knowledge in project reviews, and working in partnership from early stages, we will advance Canada's commitment to reconciliation, and get to better project decisions.

As Bill C-69 continues through the parliamentary process, the Canadian Environmental Assessment Agency looks forward to continued engagement with the Kativik Environmental Advisory Committee and other Nunavik Inuit representatives on the development of the regulations and policy relating to the issues that have been raised in your submission.

Bill C-69 is currently being considered by Parliament. I encourage you to visit [www.parl.gc.ca](http://www.parl.gc.ca) for more information and to stay up to date on this process.

Thank you for providing me with your views, for more information on this review, please visit [Canada.ca/environmentalreviews](http://Canada.ca/environmentalreviews).

Sincerely,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. McKenna', with a horizontal line extending to the right.

The Honourable Catherine McKenna, P.C., M.P.



## **Benjamin Patenaude**

---

**From:** Benjamin Patenaude  
**Sent:** June-11-18 10:06 AM  
**To:** Mireille.Paul@mddelcc.gouv.qc.ca  
**Cc:** 'Cote, Alexandre-Guy (EC)'  
**Subject:** Budget du CCEK

Bonjour Mireille,

Je me demandais s'il y a eu des progrès dans notre demande de budget pour cette année?

Merci,

### **Benjamin Patenaude**

Secrétaire exécutif | Executive Secretary  
Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Kativik Environmental Advisory Committee  
C.P. | P.O. Box 930  
Kuujuaq, QC  
J0M 1C0  
Tel : (819) 964-2961 # 2287  
1-877-964-2961 # 2287  
Télécopieur | Facsimile :  
(819) 964-0694  
[www.keac-ccek.ca](http://www.keac-ccek.ca)

COURTESY TRANSLATION

Québec, June 4, 2018

Mr. Alexandre-Guy Côté  
President  
Kativik Environmental Advisory Committee  
Secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik  
P.O. Box 930  
Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0

---

**Subject : Follow-up to our December meeting**

---

Dear Mr. President:

Firstly, thank you for your letter of May 18th highlighting our discussions during the meeting with the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) and your support for some of our initiatives to ensure environmental protection and safeguard biodiversity.

We understand the importance of waste management in Nunavik and the urgency of reducing open burning. To achieve this, the residual materials in Nunavik working group recently reactivated by the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), will facilitate collaboration between the various partners, including our respective organizations.

We are familiar with the *Nunavik Residual Materials Management Plan*, since we are working closely with the Kativik Regional Government (KRG) on the Kuujuuaq greenhouse and waste-to-energy project.

As you know, this \$5-million project requires the collaboration of many local and provincial stakeholders. To this end, we have set up another working group composed of representatives of the KRG, the Kuujjuaq Nordic Village, the Kuujjuaq Nayumivik Land Corporation, and various departments and agencies involved in the management of residual materials (MDDELCC, Used Oil Management Company (SOGHU), Recyc-Québec and Éco Entreprises Québec). The purpose of this working group is to guide the development of the project for waste-to-energy, coupled with the construction of a greenhouse that will be heated with the recovered heat.

It is with pleasure that we could present the project and get your advice. If, at the end of the meeting, you have an interest in following the project closely, a representative of the KEAC will be able to join our working group.

To schedule a meeting, your staff can contact Mrs. Myriam Blais, project manager at the Société du Plan Nord, at 418 643-1874, ext. 6436 or [myriam.blais@spn.gouv.qc.ca](mailto:myriam.blais@spn.gouv.qc.ca).

In the meantime, you will find in the appendix the status of the project.

Please accept, Mr. President, our best regards.

Robert Sauvé

c. c. Mr. Jonathan Gignac, vice-président infrastructures et investissements  
stratégiques  
Mrs. Brigitte Bazin, directrice infrastructures

## STATUS OF THE KUUJJUAQ PROJECT

- A study on the characterization of residual materials was carried out and confirmed the energy potential of the residual materials. The energy potential from waste for Kuujjuaq is around 6,200 MWh of thermal energy per year. This amount of energy would, theoretically, heat several buildings in Kuujjuaq:
  - Secondary school (1,054 MWh);
  - Town Hall (925 MWh);
  - Kativik Regional Government (636 MWh);
  - 1000 m2 greenhouse (540 MWh).
- The next step will be the completion of a pre-feasibility study that will determine the choice of the type of incinerator to be built, the other facilities (ecocenter, heat distribution network) and the equipment required for the purpose of energy recovery from the residual materials in Kuujjuaq. A preliminary estimate of the costs associated with the completion of the overall project will be included.
- Secondly, a study to compare different possible sites for the construction of the waste-to-energy plant will be carried out.
- Once these steps have been completed, we will be able to submit the project documentation required by the Kativik Environmental Quality Commission (KECQC). This documentation must describe in detail the project:
  - its precise location;
  - description of the project phases - development, construction and operation;
  - description of physical and human environments prior to the project;
  - the main impacts apprehended;
  - the terms of the planned public consultations;
  - the schedule of achievement.
- An environmental impact study will have to be carried out thereafter.

Québec, le 4 juin 2018

Monsieur Alexandre-Guy Côté  
Président  
Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik  
C. P. 930  
Kuujuaq (Québec) J0M 1C0

---

**Objet : Suivi de notre rencontre de décembre 2017**

---

Monsieur le Président,

Nous vous remercions de votre lettre du 18 mai dernier soulignant, d'une part, nos échanges lors de la rencontre avec le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) et d'autre part, votre appui à l'égard de certaines de nos initiatives pour assurer la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité.

Nous comprenons l'importance que revêt la gestion des matières résiduelles au Nunavik et l'urgence de réduire le brûlage à ciel ouvert. Pour y parvenir, le groupe de travail sur les matières résiduelles au Nunavik récemment réactivé par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques facilitera la collaboration entre les différents partenaires, dont nos organisations respectives.

Nous sommes familiers avec le Plan de gestion des matières résiduelles du Nunavik, puisque nous travaillons de près avec l'Administration régionale Kativik (ARK) sur le projet de valorisation énergétique des matières résiduelles jumelé à une serre, à Kuujuaq.

Comme vous le savez, ce projet doté d'une enveloppe de 5 M\$ nécessite la collaboration de plusieurs intervenants locaux et provinciaux. À cet effet, nous avons mis en place un autre groupe de travail composé de représentants de l'ARK, du Village nordique de Kuujuaq, de la Société foncière Nayumivik de Kuujuaq, et de différents ministères et organismes impliqués dans la gestion des matières résiduelles (ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Société de gestion des huiles usées (SOGHU), Recyc-Québec et Éco Entreprises Québec). Ce groupe de travail a pour objectif d'orienter le développement du projet de valorisation énergétique des matières résiduelles, jumelé à la construction d'une serre à Kuujuaq.

C'est avec plaisir que nous pourrions vous présenter le projet et obtenir vos conseils. Si, au terme de la rencontre, vous avez un intérêt à suivre le projet de près, un représentant du CCEK pourra se joindre à notre groupe de travail.

Afin de planifier une rencontre, vos collaborateurs peuvent communiquer avec Mme Myriam Blais, chargée du projet à la Société du Plan Nord, au 418 643-1874, poste 6436 ou [myriam.blais@spn.gouv.qc.ca](mailto:myriam.blais@spn.gouv.qc.ca).

Entretiens, vous trouverez en annexe l'état d'avancement du projet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.



Robert Sauvé

c. c. M. Jonathan Gignac, vice-président infrastructures et investissements  
stratégiques  
Mme Brigitte Bazin, directrice infrastructures

## ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE KUUJJUAQ

- Une étude sur la caractérisation des matières résiduelles a été réalisée et a permis de confirmer le potentiel énergétique de ces matières. Le potentiel des matières résiduelles de Kuujjuaq se situe autour de 6 200 MWh d'énergie thermique par année. Cette quantité d'énergie permettrait, en théorie, de chauffer plusieurs bâtiments de Kuujjuaq :
  - École secondaire (1 054 MWh) ;
  - Mairie (925 MWh) ;
  - Administration régionale Kativik (636 MWh) ;
  - Serre de 1 000 m<sup>2</sup> (540 MWh).
- La prochaine étape sera la réalisation d'une étude de préfaisabilité qui permettra de déterminer le choix du type d'incinérateur à construire, des autres installations (ex. écocentre, réseau de distribution de chaleur) et des équipements requis dans le but de faire la valorisation énergétique des matières résiduelles à Kuujjuaq. Une estimation préliminaire des coûts associés à la réalisation du projet global sera incluse.
- L'étape suivante sera la réalisation d'une étude pour comparer différents sites possibles pour la construction du système de valorisation énergétique des matières résiduelles.
- Une fois ces étapes franchies, nous pourrons déposer la documentation du projet requise par la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK). Cette documentation doit décrire de manière détaillée le projet :
  - sa localisation précise ;
  - la description des phases du projet – aménagement, construction et exploitation ;
  - la description des milieux physiques et humains avant le projet ;
  - les principaux impacts appréhendés ;
  - les modalités des consultations publiques prévues ;
  - le calendrier de réalisation.
- Une étude d'impact sur l'environnement devra être réalisée par la suite.

- les cas où le ministre peut rembourser une contribution déjà payée;
- le territoire d'application au Québec.

Vous pouvez consulter le projet de règlement et ses documents explicatifs sur le site web du Ministère au : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/eau/milieux-humides/projet-reglement-compensation-mhh.htm>

Vos commentaires sont importants et seront, dans la mesure du possible, considérés en amont des recommandations qui seront formulées en vue de son édiction.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur,



Jean-Pierre Laniel

JPL/GDT/se



RECOMMANDÉ  
(Purolator ou courriel)

Québec, le 28 mai 2018

Monsieur Michael Barrett  
Président  
Comité consultation de l'environnement Kativik (CCEK)  
C.P. 930  
Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0

Monsieur le Président,

Le 16 juin 2017, le gouvernement du Québec adoptait à l'unanimité la *Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques*, après avoir notamment consulté les communautés autochtones et leurs instances représentatives. La Loi prévoyait qu'un projet de règlement devait être publié d'ici le 16 juin 2018, afin de mettre en œuvre les dispositions relatives à la compensation financière pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques.

Le Projet de règlement sur la compensation pour l'atteinte aux milieux humides et hydriques a été publié le 23 mai 2018 pour une période de consultation de 45 jours, soit jusqu'au 6 juillet 2018.

Le Ministère souhaite maintenant recueillir vos commentaires sur ce projet de règlement et, si vous le souhaitez, vous inviter à une présentation de celui-ci le 12 juin 2018, en après-midi. Celle-ci pourrait se tenir à l'Édifce Marie-Guyart, situé au 675, boulevard René-Lévesque Est à Québec, ou par visioconférence.

Le projet de règlement précise :

- les activités qui sont soustraites au paiement d'une contribution financière pour compenser l'atteinte aux milieux humides et hydriques;
- les paramètres applicables pour établir le montant de cette contribution;
- les activités pour lesquelles le paiement de la contribution financière exigible peut être remplacé par la réalisation de travaux visant la restauration ou la création de milieux humides et hydriques;

...2